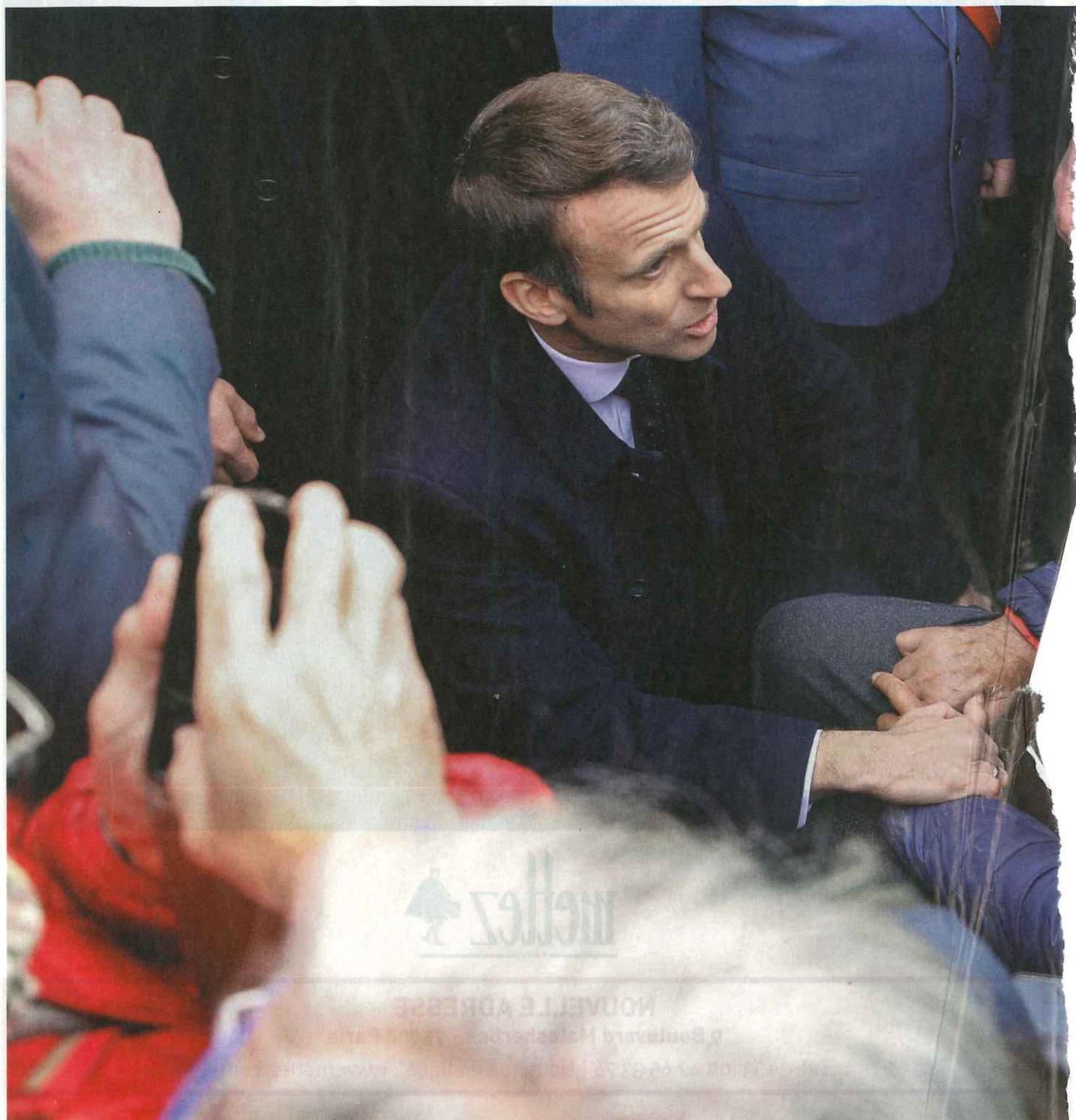


FRANCE

# Macron, rendez-vous



# avec la mort



**Confidences.**  
En déplacement à Fouras, le 31 mars, le président-candidat est interpellé sur l'euthanasie par une femme dans la foule. Elle lui présente un ami (photo) atteint de la maladie de Charcot, fatale à court terme. Emmanuel Macron dira ce jour-là être « favorable à ce qu'on évolue vers le modèle belge ».

DOMINIQUE JACOVIDES/BESTIMAGE

**Introspection.** Alors que s'ouvre le débat sur la fin de vie, le président préfère taire son opinion pour ne pas cristalliser les oppositions. Enquête intime.

PAR NATHALIE SCHUCK

Un soir de l'hiver 2018, à l'Élysée, une douzaine de convives devisent dans un salon cosu du rez-de-chaussée. « *Monsieur le président de la République!* » scande l'huissier. Emmanuel Macron fait son entrée, le pas vif, et aperçoit Jean-Luc Romero-Michel, ardent avocat de l'euthanasie. Regard bleu acier dardé dans le sien, il lui comprime affectueusement le bras: « *Je suis très content que vous soyez là.* » L'infatigable patron de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité n'ose y croire: aurait-il gagné le président à sa cause? Las, le chef de l'État se tourne aussitôt vers Mgr Michel Aupetit, encore archevêque de Paris, et lui sert le même refrain. Ainsi va Macron, qui a l'art de souffler à chacun ce qu'il désire entendre. Sur le plan de table, pro et antieuthanasie sont joyeusement mélangés, comme s'il s'agissait déjà d'arracher un consensus. Le grand rabbin Haïm Korsia et le pasteur François Clavairoly côtoient le très militant Jean-Louis Touraine, alors député LREM, des médecins en soins palliatifs et le président du Comité consultatif d'éthique, Jean-François Delfraissy, qui a vécu les années sida, quand des malades demandaient qu'on les aide à partir.

Hostile à toute aide active à mourir, la ministre de la Santé Agnès Buzyn demande un droit de réserve. Tous écoutent l'ex-ministre wallonne de la Santé Christiane Vienne raconter que les choses se déroulent sans heurts dans les hôpitaux de Belgique depuis la dépenalisation. Noëlle Châtelet, sœur de Lionel Jospin, narre les derniers instants – programmés – de leur mère. Unique fausse note du dîner, Jean-Luc Romero-Michel explose en entendant Haïm Korsia oser un parallèle entre l'euthanasie et la Shoah. « *Indécent!* » Quant au président, nul ne parvient ce soir-là à percer le mystère de son intime conviction, si ce n'est une opposition franche au suicide assisté tel que des associations le pratiquent en Suisse. Ses ministres eux-mêmes avouent ne pas savoir de quel côté ■■■



■■■ penche son cœur. «*J'en ai longuement discuté avec lui et je ne sais pas ce qu'il pense*», confesse l'un d'entre eux. Ses amis le prétendent, comme beaucoup de Français, «*tiraillé*» et «*pétri de doutes*». À la vérité, il sait de longue date à quoi s'en tenir sur cette question intime qui renvoie chacun à son propre trépas, mais ne veut pas en faire état. Pas question de cristalliser les oppositions alors que s'ouvre un débat citoyen qui doit déboucher en 2023 sur une loi. «*Il n'a pas envie que sa parole gâche tout, mais il a une ligne claire*», certifie un important conseiller.

Macron, on le sait, est hanté par la question de la transcendance. La vie recèle, à ses yeux, quelque chose de sacré. «*Il a un rapport à la mort compliqué, empreint de religiosité*, témoigne un intime. *Pour lui, le passage de la vie à la mort, ce n'est pas mécanique, ce n'est pas une machine qu'on débranche. Il n'est pas du tout à l'aise avec l'idée d'ôter la vie. Dans l'euthanasie, il y a une désacralisation complète de la mort. Mais il se dit aussi que c'est une évolution sociétale.*» Dans le secret de son palais, il échange régulièrement avec des dignitaires religieux de confiance, qu'il appelle ses «*maîtres en spiritualité*». «*N'oubliez pas qu'il s'est fait baptiser de son propre chef à l'âge de 12 ans, alors que ses parents sont athées!*» relève un ami. Soucieux que chacun se sente respecté dans ses convictions, il entend les réticences des hommes de foi, pour qui il suffirait de mieux doter les services de soins palliatifs. Comme il entend les réserves des soignants bercés au serment d'Hippocrate, pour qui la main qui soigne ne saurait être celle qui tue. «*Il y a trop de risques de dérives. Dans ma vie de médecin, j'ai eu des demandes d'euthanasie de familles pour qui l'héritage n'arrivait pas assez vite, ou de la part de collègues par manque de lits*», souffle le professeur Philippe Juvin. «*Si la loi devait déboucher, il y aurait une clause de conscience pour les médecins, comme pour l'avortement*», assure un connaisseur du dossier. Le jeune Macron a grandi entouré de blouses blanches avec un père neurologue

**Filiation.** Emmanuel Macron avec Paul Ricoeur, en 2003. En 2000, le philosophe rédigeait un texte intitulé «*Accompagner la vie jusqu'à la mort*».

## « N'oubliez pas qu'il s'est fait baptiser de son propre chef à 12 ans, alors que ses parents sont athées ! » Un ami

au CHU d'Amiens, une mère médecin-conseil auprès de l'Assurance maladie, un frère radiologue et une sœur néphrologue. Dans la famille, on le surnommait «*le vilain petit canard*» parce qu'il avait choisi les lettres plutôt que la médecine. «*Il est fasciné par les religieux et les grands mandarins, les deux lobbys qui verrouillent le sujet de la fin de vie!*» soupire un partisan de l'euthanasie active. Durant son premier quinquennat, il n'a pas souhaité avancer sur le sujet, considérant qu'il n'en avait pas mandat faute de l'avoir inscrit dans son programme. La loi Claeys-Leonetti de 2016, qui autorise une sédation profonde jusqu'au décès, venait juste d'être votée. «*Il était très frileux faute de consensus, redoutant que ça ne fracture la société. Il n'était pas sûr et Agnès Buzyn ne l'y poussait pas*», se remémore un acteur de l'époque. Instruit par les virulentes manifestations contre le mariage gay – il était numéro trois de l'Élysée sous François Hollande –, il entend avancer sans heurts, sans tollé, sans blesser.

**Fil rouge.** Résumer le président de la «*pensée complexe*» à un homme sous influence serait pourtant une grave méprise. Pour cerner Emmanuel Macron, il faut puiser aux racines de sa vie. Au lycée La Providence d'Amiens, il croise la route de celle qui va devenir sa femme, Brigitte, malgré leur mise au ban par la bonne société, choquée par leur quart de siècle d'écart. La liberté de conscience et de choix est le fil rouge de ce couple soudé par l'épreuve. «*D'aussi loin qu'il m'en souviennne, j'ai toujours eu cette volonté-là : choisir ma vie*», écrit en 2016 le candidat Macron dans son livre *Révolution* (XO). Un an plus tard, en mars 2017, il confie logiquement sur C8 : «*Moi, je souhaite choisir ma fin de vie.*» L'indice d'une ouverture d'esprit. Un épisode méconnu du dernier quinquennat abonde en ce sens. Parfois débordé par sa majorité, pléthorique et plus à gauche que lui, il avait eu à se prononcer en coulisse sur la proposition de loi d'Olivier Falorni sur une assistance médicale «*active*» à mourir pour les malades en phase terminale. Magnanime, il s'en était remis à la sagesse de l'Assemblée. Le texte avait été rejeté faute de temps pour mener le débat, mais son article premier voté à titre symbolique. «*Macron a laissé faire. S'il avait été contre, il l'aurait dit, comme il l'a fait quand sa majorité a porté le délai de recours à l'IVG à quatorze semaines, car il n'en voulait pas*», pointe un ministre. À Jean-Louis Touraine, qui avait réuni les paraphe de 162 députés de la majorité en faveur d'une loi sur l'aide active à mourir, il a toujours dit : «*Continue, il faudra que ça avance.*»

C'est sans doute son compagnonnage avec Paul Ricoeur qui a forgé sa conviction. «*La personne qui m'a le plus marqué, avec ma grand-mère* [Germaine Noguès, disparue en 2013, NDLR]», dit-il. Le philosophe, qui a accompagné son épouse Simone jusqu'au soir de sa vie, a longtemps médité sur la question de la ■■■

LE PHILOSOPHE ET LE PRÉSIDENT DE FRANÇOIS DOSSE/ÉDITIONS STOCK

■■■ souffrance aux confins de la mort. À l'été 2000, à l'époque où le jeune Macron est son assistant éditorial, Ricœur rédige un texte intitulé « Accompanyer la vie jusqu'à la mort » où il développe une « éthique de détresse ». Il y renvoie dos à dos l'acharnement thérapeutique et l'euthanasie, deux « tentations de faire le bien » qu'il réprouve. Et affiche son « extrême réserve » sur toute « exception d'euthanasie », même pour les cas désespérés. « Pour qui la prolongation de la vie est-elle insupportable ? Pour le malade ? Pour l'environnement familial ? Qui a demandé la mort ? Que signifie cette demande ? N'est-ce pas parfois un appel au secours masqué par pudeur et désespoir ? » s'interroge le grand homme. Comment ne pas voir un décalque presque parfait dans les propos tenus par le président mi-septembre à Nanterre ? Devant un parterre de journalistes, Macron affiche ses réticences sur le très libéral suicide assisté suisse, auquel a récemment eu recours Jean-Luc Godard, et s'interroge sur le libre consentement d'un patient affaibli par la maladie ou des troubles mentaux. Pour autant, la souffrance ne saurait être tolérée et doit être soulagée, quelles qu'en soient les conséquences, poursuivait Ricœur, rejetant l'idée judéo-chrétienne d'une rédemption par la douleur. « J'ai la conviction qu'il faut bouger parce qu'il y a des situations inhumaines qui persistent et auxquelles il faut apporter des réponses », abondait Macron en écho mi-septembre, en brandissant les cas des personnes atteintes de maladies incurables « non traitées par la loi Claeys-Leonetti ».

**« Avis personnel ».** Combien de courriers a-t-il reçus de familles l'implorant de légiférer sur la fin de vie pour soulager des proches atteints de maladies neurodégénératives ? Lesquelles n'entrent pas dans le champ de la loi de 2016, le pronostic vital n'étant pas engagé à court terme. Combien de patients condamnés a-t-il croisés sur sa route ? En septembre 2020, il décore à l'Élysée Astrid Panosyan, cofondatrice d'En marche ! « Son mari, Laurent Bouvet [disparu en décembre 2021, NDLR], l'accompagnait en fauteuil roulant », se souvient un conseiller. Quelques mois plus tôt, on lui avait diagnostiqué la maladie de Charcot, qui provoque une paralysie fatale des muscles. En mars, à Fouras, en pleine présidentielle, il faut voir la désolation dans les yeux du président lorsqu'il croise dans la foule un homme frappé du même fléau. Deux longues minutes durant, il ne lâche pas sa main. Pour la première fois, Macron livre alors un « avis personnel » : « Je suis favorable à ce qu'on évolue vers le modèle belge », qui autorise les médecins à administrer un produit létal aux malades incurables, de façon très encadrée. « C'est quelqu'un qui est très touché par la peine, par le deuil. Il est capable de décrocher son téléphone pour échanger longuement avec une famille dans la souffrance », confie un vieux complice du président.

En coulisse, deux femmes s'activent, dont son

## « Pitié, je ne veux pas vivre dans un pays sous l'influence de Line Renaud ! » Un haut gradé de la macronie

épouse. De droite conservatrice, certes, croyante et pratiquante, mais libre avant tout. « Pour Brigitte, il n'y a aucun débat. Une écrasante majorité de Français est pour une adaptation de la loi, elle souscrit au fait qu'il faut mourir dans la dignité », assure un de ses interlocuteurs réguliers, qui rappelle que sa mission à la tête de la Fondation des hôpitaux l'a souvent conduite au chevet de patients en fin de vie. Il y a peu, apercevant Jean-Luc Romero-Michel dans une cérémonie, elle lui a agrippé le bras : « Vous voyez, vous l'aurez, votre loi, en 2023 ! » Elle avait pourtant peu goûté qu'il publie en 2018 *Lettre ouverte à Brigitte Macron* (Michalon) pour l'interpeller sur cette question. La première dame entretient un rapport traumatique au trépas depuis qu'elle a perdu à l'âge de 8 ans sa sœur aînée, morte enceinte dans un accident de voiture. Elle porte toujours son alliance. « Cette terreur de la mort, je l'ai toujours connue. Parce que, toute petite, elle est arrivée dans ma vie », confiait-elle dans *Elle*. Le temps qui passe aussi la taraude. Tous ses visiteurs l'ont entendue plaisanter sur sa « gueule », ses « rides ». « Elle a un rapport extrêmement "vocal" au vieillissement et à la mort », raconte un habitué de l'Élysée. Souvent, la *First Lady* déjeune avec des élus et des membres du

gouvernement, épaulée par Line Renaud, à qui le président a promis d'avancer sur la fin de vie en l'élevant début septembre au grade de grand-croix de la Légion d'honneur. La chanteuse, porte-drapeau des militants proeuthanasie et intime des Macron, se targue de les avoir convaincus. Une assertion qui suscite des sourires au mieux polis au sommet de l'État. « Si elle s'éteint avant qu'on ait traité le problème, on aura un sujet », grince un ministre. « Seigneur, ça fait cinquante ans qu'on dit qu'elle influence les présidents... On a des philosophes, des experts de l'éthique... Pitié, je ne veux pas vivre dans un pays sous l'influence de Line Renaud ! » se pince un haut gradé de la macronie.

Le président peut-il encore faire machine arrière ? Le Comité consultatif d'éthique lui a délié les mains en rendant le 13 septembre un avis qui entrouvre la voie à une aide active à mourir, sous strictes conditions. « Il n'aura pas le choix : sa majorité est aux deux tiers pour à l'Assemblée et toute la gauche est favorable. Il sait qu'il a intérêt à prendre la main, et vite, sinon les députés lui tordront le bras », calcule un partisan de l'euthanasie en dressant la liste des macronistes favorables à une évolution de la législation, du garde des Sceaux Eric Dupond-Moretti à la présidente de l'Assemblée Yaël Braun-Pivet. Un « textoteur du soir » du chef de l'État achève, pragmatique : « Au fond de lui, il trouve que la loi Claeys-Leonetti un peu améliorée, ça suffirait, mais c'est un empirique cynique. Il se dit qu'il n'a pas grand-chose à se mettre sous la dent, qu'il a un coup à jouer, que cela va dans le sens de l'Histoire. Donc, il passe sur ses convictions profondes. La société a avancé, c'est son job d'en tenir compte. » ■